

du 17 octobre 1961 et écriture de l'histoire

On est en train de parler d'une histoire qui est encore sur la peau de certains, dans les gênes d'autres, dans la culture de certains, dans la mélancolie même ou la nostalgie de certains et vous savez comme moi que la nostalgie, l'ADN (je peux me permettre ce mot-là), la culture, l'identité la mémoire, la transmission sont des mots qui vont rarement bien avec le mot histoire parce qu'ils amènent de l'affect, de la frustration, voire de l'idéologique. Aussi, le 17 octobre ne peut être lu et décodé que lorsque l'on connaît tout le processus et notamment le conflit en France entre l'Etat français et le FLN et à l'intérieur du mouvement national algérien entre le FLN et le MNA. On ne peut comprendre ces événements qu'à travers aussi l'état d'esprit de la police à ce moment-là qui, quelque part, a sa dernière occasion de se venger de 8 années de guerre. Plein de choses très compliquées d'une violence coloniale qui était très lointaine et qui arrive dans la capitale de cet empire qui n'avait pas connu cette violence si ce n'était le 14 juillet 1953 mais qui avait touché très peu l'opinion publique.

D'un coup, il se passe ici ce qui se passait dans ce monde colonial là-bas. On tue ici alors qu'avant, on tuait là bas, et c'est très lointain. Tout cela est dur à expliquer aux générations actuelles et quelque part, elles en sont aujourd'hui dans une négritude et se demandent où est l'idéologie dans le commémoratif. Je suis à me demander si parler dans ce contexte du 17 octobre n'est pas d'une certaine manière avoir choisi un pan de l'histoire. Nous sommes en train de régresser sur la manière d'appréhender ces questions, et ce, depuis deux ou trois ans. Je pense que nous sommes avec l'histoire coloniale, l'histoire de la relation franco-algérienne dans un flux-reflux permanent et c'est ainsi depuis 30 à 40 ans. Pourtant, on aurait pu imaginer qu'après l'immense production d'ouvrages sur cette question (Benjamin Stora en a recensé 2 500), après les nombreux colloques et expositions, nous

aurions dû maintenant rentrer dans la petite boîte des mémoires conflictuelles pour entrer dans la grande boîte les mémoires partagées, travailler avec les historiens algériens, produire un savoir commun qui ne devrait même plus faire débat et qui devrait pouvoir être transmis des deux côtés de la Méditerranée.

Quelle clé de sortie alors pour parvenir à cette grande boîte des mémoires partagées ?

Je n'ai pas les clés de sortie, mais j'essaie, en tant qu'historien d'être souvent à l'écoute du temps présent. Et en ce moment, nous avons perdu une bataille face à ce qu'on pourrait appeler les «anti-repentants». Je pense que la repentance n'existe pas mais les «antirepentants» existent et inventent eux mêmes la repentance. La vague qui s'est levée en 2006/2007 et relayée par de gros titres de la presse a été particulièrement pertinente parce que face à elle, il n'y a pas de pensée politique en France. Citez -moi un homme politique français, qui lors de la campagne présidentielle a parlé de la colonisation, en dehors de le Pen qui dans un clip lors de la campagne de 2002, montre des images de paras en Algérie et en Indochine. Citez-moi un homme politique qui aurait le courage d'aborder ces questions dans une campagne électorale. Il n'y en a pas, à part Christine Taubira et encore, elle a dû mettre un bémol dans sa campagne parce que c'était trop complexe. Parce que nous avons affaire à un pays où il y a encore l'outre-mer ; c'est complexe aussi par rapport à son immigration ; par rapport aussi à sa diplomatie avec l'Afrique, avec le Vietnam, le Laos, le Cambodge, Madagascar, le Sénégal, l'Algérie, le Maroc, la Tunisie... La France est encore dans ce syndrome complexe qui s'appelle la francophonie. Et dans tout ça, le 17 octobre a correspondu à un point d'encrage à la fois de l'emblématisation d'une mémoire inaudible et d'une histoire qui ne passe pas. En même temps, le 17 octobre a

trop été associé à de la militance et il est aussi rejeté pour cela. Dans ce contexte-là, il est plutôt éloigné par le politique et le commémoratif plutôt que rapproché comme emblème qui pourrait être une parfaite leçon d'histoire à enseigner aux jeunes générations. Voilà pourquoi je pense qu'il y aura beaucoup moins de commémorations ; beaucoup moins de fleurs, un peu moins de plaques et très peu de politiques qui en parleront et d'articles de presse sur cet cette date.

Le 29 septembre dernier, à l'occasion de la journée nationale d'hommage aux harkis, Hubert Falco, secrétaire d'Etat à la défense et aux anciens combattants, a confirmé ce qu'avait annoncé une année et demi auparavant François Fillon, à savoir «la création en cours d'une fondation pour la mémoire de la guerre d'Algérie». Le contexte de cette annonce, en l'occurrence cette journée d'hommage aux harkis, ne porte-t-il pas en lui-même l'orientation que va prendre cette nouvelle institution. Par ailleurs, est-ce dans ce type de structures que l'on peut produire ou s'appuyer sur des «travaux historiques sérieux» comme annoncé dans le communiqué officiel ?

Il y a trois aspects dans votre question. Est-ce que l'on peut s'appuyer sur une fondation sérieuse et dépolitisée, je répondrai oui, cela est tout à fait possible. Une fondation qui ne repose pas sur le politique, qui soit totalement indépendante, avec un conseil scientifique. Mais en l'occurrence, ce n'est pas le cas. Ce n'est pas une fondation neutre, et ce, pour trois raisons. C'est une fondation inscrite dans une loi très particulière — celle de février 2005 sur les bienfaits de la colonisation — en même temps d'ailleurs que le mémorial de Marseille.

Tout le monde se polarise sur cette fondation, mais il faut souligner au passage que le mémorial qui a été érigé à Marseille l'a été en partenariat avec l'éducation nationale, ce qui est plus grave car si les adultes histo-

riens sont capables de prendre leur distance, c'est plus difficile pour les enfants des écoles. Ce mémorial, comme la fondation, est lié à cette loi et de ce fait, on déjà un boulet au départ. En étant associée à cette loi, cette fondation est née avec le signe de la mort. En deuxième lieu, en associant cette création aux harkis, on joue sur une relation ambiguë, sur ce que l'on peut appeler l'affect. Si la question harki n'était pas aussi problématique dans la société française, il y a longtemps qu'on en parlerait plus. Le fait d'associer cette fondation à la mémoire harki, c'est une certaine manière se dédouaner sur une valeur dite positive sur le sort des harkis. Une fondation dont le seul et l'unique but est de neutraliser d'une certaine manière la lecture de l'historiographie du passé de la France en Algérie. En associant la question harki à cette fondation, on veut donner le sentiment qu'on se préoccupe de tout le monde.

A cet effet, ce n'est pas seulement scandaleux, c'est totalement manipulateur, y compris d'ailleurs pour la mémoire et la population harki de France. Et en troisième et dernier lieu, la manière et la méthode avec lesquelles cette fondation a été créée est très révélatrice.

Ce n'est pas l'ensemble des historiens qui ont été invités à la réflexion. L'on voit bien que c'est un clan, pour ne pas dire plus, qui est en train d'avoir la mainmise sur cette fondation et qui va d'ailleurs y arriver. Ce clan, vous le retrouvez par exemple dans le dernier numéro de la revue mensuelle *Historia* (que Blanchard nous montre) et qui titre, ça ne s'invente pas ! «Colonisation, pour en finir avec la repentance». Ce que je veux dire par là c'est que pour ces trois raisons, cette fondation est non pas appelée à ne pas exister, elle sera, ne rêvons pas, parce que dans le contexte électoral, c'est dans la pure continuité du discours de Toulon, de la campagne électorale de 2007 de Nicolas Sarkozy.

Il fait une aude et un hommage à la colonisation française et électoralement cela lui coûte

moins cher que de construire des routes, des écoles et des dispensaires. C'est plus facile pour aller chercher les voix les plus ultras, et cette fondation est la voix la moins chère pour tenter de gagner des voix à la veille d'élections régionales qui s'annoncent difficiles.

La loi sur les archives votée en 2008 permet-elle aujourd'hui d'avancer dans l'écriture de l'histoire ?

Aujourd'hui, sur la question coloniale, les archives sont souvent la couverture par laquelle se parent certains chercheurs pour dire qu'on les empêche de travailler. Il faut un devoir de vérité sur ces questions parce qu'il y a des faux semblants qui perturbent.

Le problème ne se situe pas aujourd'hui au niveau de l'accès aux archives. Cela ne veut pas dire que toutes les archives sont ouvertes. Il y a à se battre pour que de nouvelles archives soient ouvertes sur la guerre d'Algérie, sur la politique de répression, sur le contrôle des travailleurs maghrébins en France et encore, globalement, nous y avons accès jusqu'aux années 1970. Ce n'est pas cela qui nous empêche de travailler.

Ce n'est pas là qu'il y a le point le plus complexe de notre problématique. Et pour revenir à votre première question sur le 17 octobre, ce qui est essentiel dans le 17 octobre, c'est ce qui s'est passé ici mais c'est aussi et d'abord ce qui s'est passé depuis 130 ans là-bas. Il faut rendre hommage à ceux qui sont morts, qui ont été torturés mais au-delà expliquer que ce qui s'est fait en ce 17 octobre 1961 se faisait là-bas et si l'on arrive à comprendre cela, on comprend ce qu'ont enduré les Algériens pendant 130 ans et tant que cette date n'est pas reconnue officiellement comme date commémorative de massacres ce sera toujours un acte militant de déposer une gerbe de fleurs. Tout le problème est de savoir quand se fera cette reconnaissance. A mon avis, pas avant une vingtaine d'années.

Propos recueillis par K. B.-A.

LA PRÉSIDENTE DE L'ASSOCIATION EL-BARAKA : «Il faut arrêter l'hécatombe»

«Avec plus de 4 200 morts et 3 000 handicapés par an, nous sommes dans une guerre non déclarée. Il faut arrêter l'hécatombe».

Par ces propos, M^{me} Flora Boubergout, présidente de l'association El Baraka pour les personnes handicapées, explique l'ampleur de la violence routière, présente au Salon international de l'automobile. L'association s'est assigné comme objectifs la prévention, la sensibilisation et la communication avec les milliers de visiteurs du salon sur les

conséquences de la violence routière. Premier constat dressé par la présidente de l'association, l'absence de véhicules aménagés pour les personnes handicapées lors du Salon de l'automobile.

«Ceci nous confirme bien que cette frange de la société est bel et bien marginalisée et aucun aménagement n'existe dans les transports en commun pour les handi-

capés», dira M^{me} Flora.

Cette dernière, engagée dans la lutte contre la violence routière, énumérera une série de revendications, dont un accès «exceptionnel» pour les personnes handicapées au crédit bancaire pour l'achat d'un véhicule adapté à leur handicap. El Baraka, au nom de toutes les victimes de la route, se félicite, par ailleurs, de l'ordonnance adoptée en Conseil des ministres portant sur de nouvelles mesures de

lutte contre la violence routière.

«Je suis satisfaite que cet amendement ait pu enfin voir le jour. C'est le fruit des revendications de la société civile», dira M^{me} Flora Boubergout. Le durcissement des sanctions serait, d'après elle, le seul moyen d'endiguer la violence routière.

«Les sanctions doivent être appliquées sur-le-champ quand la faute est reconnue. On nous dit que la loi est très répressive, c'est vrai. Mais il y

va de la vie de personne», soutient M^{me} Boubergout.

Les sanctions prévues par le nouveau code de la route doivent être appliquées «sans distinction». Aussi, les trottoirs squattés par les commerçants, ou par des véhicules, obligent le piéton à marcher sur la chaussée avec tous les risques qu'ils encourrent. L'association fait appel aux P/APC pour «restituer les trottoirs» aux piétons.

Sur la plan de la prise en charge, des centres de rééducation fonctionnelle doivent être implantés dans les communes qui comptabilisent un nombre important de personnes handicapées pour leur éviter les déplacements longs et onéreux, explique la porte-parole de l'association.

«Seule une politique nationale de prévention routière est à même de venir à bout de ce fléau», conclut-elle.

Wassila Z